

Militarisation de l'ESR / Attaque du statut des agents de la recherche publique

Intervention demandée par le SNTRS au 54^{ème} congrès confédéral, non retenue par le bureau du congrès.

J'interviens au nom du SNTRS sur la casse de nos statuts, par les orientations des financements dans l'Enseignement supérieur et la Recherche, l'ESR, au profit de la militarisation.

Dans la Recherche scientifique, nous avons assisté à une véritable transformation de nos métiers en 30 ans, avec notamment un financement de plus en plus fondé sur des appels à projets (AAP) en lieu et place des financements de base récurrents. Cela a conduit à une concurrence exacerbée, à un gâchis de temps et d'énergie, ET à **l'orientation des sujets de recherche** selon des critères non scientifiques (rappelez-vous les conséquences de l'arrêt des recherches en France sur les coronavirus...). Cela a également conduit à **l'explosion des emplois contractuels au détriment des titulaires** (+ de 40 %). Les cotisations employeurs pour les emplois contractuels sont très inférieures à celles des titulaires et poussent les organismes vers ces emplois précaires.

Et pendant ce temps, la part des moyens accordés par l'Etat à la Recherche et au développement a stagné à 2% du PIB, contredisant tous les discours sur les priorités des gouvernements qui se sont succédé. Le racket de nos trésoreries met toutes les universités en déficit ! Le CNRS s'est vu piquer 500 Millions d'euros en 2 ans, et se retrouve avec une trésorerie à sec ! A l'INSERM, une partie du financement prévu sur la maladie de Lyme a été, in fine, détourné.

On nous explique que l'économie est contrainte par la situation internationale ! Mais qui a décidé d'entrer dans une économie de guerre ? Qui continue de verser des centaines de milliards d'euros tous les ans aux patron.nes ? Il s'agit bien de choix politiques délibérés !

Et ces choix se concrétisent aujourd'hui par la Loi de programmation militaire (LPM) qui amplifie encore l'économie de guerre !

De la maternelle à l'Université, avec les classes « Défense » ou le « Service militaire dit volontaire », tout est fait pour « acculturer » les enfants et les jeunes à la Défense nationale. Un militaire exerçant à Pôle Emploi, aurait même le droit d'aiguiller les chômeurs préférentiellement vers les carrières militaires...

Dans l'ESR, la Recherche duale aux objectifs mixtes, civils et militaires, est favorisée. **La possibilité de faire de la recherche scientifique sera t'elle bientôt asservie à son utilité pour le militaire ?**

A l'Université, des colloques sont organisés, sponsorisés par des industriels de l'armement (MBDA, Thalès...) et avec des intervenants prévus tels le général Mandon qui nous demandait de nous préparer à sacrifier nos enfants. C'est inacceptable, camarades !

Dans l'ESR, la militarisation se manifeste par la généralisation des ZRR (zones à régime restrictif) entièrement soumises aux autorisations du HFSD (Haut fonctionnaire sécurité défense) du Ministère, qu'il s'agisse de visites de simples collègues, du recrutement des agents sur concours ou de l'arrivée d'agents fonctionnaires suite à une mobilité. Certaines directions aimeraient aller jusqu'à demander au FSD l'autorisation de publier des résultats scientifiques...

Il s'agit là d'attaques directes contre notre statut de fonctionnaires, les libertés académiques, la recherche scientifique et les formations universitaires.

Pour défendre les services publics, construire la paix et la justice sociale, il faut combattre la guerre et toutes ses conséquences délépères !

Je pense qu'un appel majeur de la CGT de ce congrès de Tours doit être l'abrogation de la LPM pour favoriser la paix et réorienter les budgets vers la société civile.

Les paroles de notre camarade Sophie Binet, qui dit « Aujourd'hui, il faut changer de cap et rompre ! ... Ce n'est pas de nouveaux porte-avions dont nous avons besoin mais d'enseignant.es...! » prendraient tout leur sens. Comme elle, je dis « Oui à un programme de rupture avec le macronisme ! »

Cela implique que la CGT ne peut PAS soutenir celles et ceux qui ont voté le PLFSS, qui n'ont pas censuré le gouvernement Macron-Lecornu, qui ont voté la LPM et appelaient à voter l'infâme loi Yadan... La CGT, indépendante mais pas neutre, pour reprendre les paroles de Sophie, ne peut soutenir qu'un ou une candidate qui s'engage à abroger la réforme des retraites ET la LPM, notamment, et qui s'engage aussi à combattre le génocide sioniste, en commençant par rompre tout partenariat culturel, économique, militaire avec le gouvernement d'Israël.

En conclusion, pour notre avenir, pour celui de nos enfants, il faut investir dans tous les services publics dont la santé et l'éducation. **Et n'oublions jamais que pour l'avenir de la société, la Recherche fondamentale, c'est... fondamental !** Vive la CGT !